

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

27 SEPT. AU 3 OCTOBRE 1990

N° 795

10,00 F



CONTRE BRUXELLES, LES BANQUES ET LE GOUVERNEMENT

La révolte paysanne !

Guy Lefur, porte-parole de la Confédération paysanne, à la suite des événements de septembre qui ont secoué le monde agricole, nous propose son analyse de la situation.

Le Monde libertaire : Avant d'évoquer ensemble les derniers événements, peux-tu nous rappeler, en quelques mots, ce qu'est la Confédération paysanne aujourd'hui ?

Guy Lefur : La Confédération paysanne est une organisation syndicale qui recueille 20% des suffrages chez les agriculteurs. Elle regroupe les petits et moyens exploitants et est présente dans 70 départements.

Elle existe depuis trois ans et est issue du regroupement de la Fédération nationale des syndicats paysans et des Travailleurs paysans.

ML : Comment expliques-tu la grogne des paysans ?

G.L. : D'une part, la responsabilité en incombe au marché libéral. C'est le principe de l'offre et de la demande. Lorsque que l'offre dépasse la demande de 1 à 2% les prix peuvent baisser de 30%... Vous imaginez un peu, dans le cadre du prix de revient d'un kilo de viande de boeuf ou de mouton — il y a selon les circonstances entre 10 et 20% de marge pour payer le salaire de l'agriculteur — quand ça baisse de 30%, il a

la garantie de perdre alors au moins 10% du produit qu'il exploite... En l'absence d'un véritable prix garanti jusqu'à un volume de production donné, c'est donc toujours le marché qui commande !

Un exemple : Pour la production bovine, nous avons perdu 4 francs du kilo. Ces quatre francs, le consommateur n'en a pas bénéficié. Ils se sont perdus, mais pas pour tout le monde...

ML : Quel est le nombre d'exploitants agricoles aujourd'hui ?

G.L. : Il est d'un million. 20% d'entre eux font 80% de la production. Comme aujourd'hui, la politique agricole consiste à soutenir le produit et non le producteur, les aides de l'Etat vont aux plus gros exploitants. Les autres sont laissés pour compte.

ML : Par rapport à cette disparité, quelle est votre position ?

G.L. : Il est plus que temps de mettre en place une autre politique agricole, une nouvelle loi d'orientation, pour arriver à remettre un peu d'ordre. Il faut revoir la façon dont les aides publiques sont distribuées.



Nous préconisons un prix garanti pour un volume de production donné, afin que les agriculteurs ne courent plus après leurs revenus. Pour qu'ils ne raisonnent plus en terme d'augmentation de la production, mais en meilleure qualité.

Nous sommes les seuls à revendiquer cette politique. La FNSEA reste dans une logique de production : toujours plus pour recevoir toujours plus d'aides.

(suite p. 5)

GOLFE

Le militarisme irakien

Pays endetté, l'Irak n'en est pas moins redoutable au plan militaire. Raoul Boullard nous dresse un tableau d'une situation d'où l'Occident ne sort pas grandi. Tel un pavé dans la mare, il nous rappelle que les armes du tyran de Bagdad lui ont été fournies par ses actuels rivaux.

On a du mal à imaginer ce que signifie la menace de l'emploi de l'arme chimique par l'Irak : il s'agit d'une modification totale des données stratégiques au Proche-Orient. Cela signifie que nous n'avons plus à faire à un colosse militaro-industriel d'un côté (les Etats-Unis) et un petit pays du tiers monde de l'autre (l'Irak), mais à deux belligérants potentiels qui subiraient des pertes équivalentes en cas de conflit. Cela signifie également que par leur intervention même, par leur simple présence en Arabie saoudite, les Etats-Unis ont déjà perdu.

Ils ont perdu parce qu'ils se trouvent confrontés à un adversaire qui, selon les critères habituels n'est qu'un petit tyran local qu'on devrait balayer d'un revers de manche, mais qui se trouve dans les faits, grâce à une puissance de feu obligamment fournie par les pays industrialisés (1), parce qu'il se trouve sur son propre terrain et parce qu'il a en outre dix ans d'expérience de guerre, aussi dangereux qu'une grande puissance.

L'Occident a perdu

Ils ont perdu parce que quel que soit l'issue de la crise, un petit pays n'a aucune honte à être battu par un géant militaire et industriel alors que ce dernier n'a aucune gloire à vaincre. La crise actuelle est en somme un test qui révèle à l'ensemble des pays du tiers monde la fragilité du mastodonte.

Le fait que Saddam Hussein soit antipathique et un boucher de populations civiles ne change rien au fait.

Ils ont perdu parce que, même en cas de défaite totale de l'Irak dans cette crise, des dizaines d'années d'humiliation nationale des populations arabes de tous les pays auront été vengées par le défi que Saddam Hussein aura lancé aux Etats-Unis. C'est une réalité qu'on ne peut pas ignorer (2) : rien se sera plus comme avant. Ce que les grandes puissances, en créant précisément des entités aussi artificielles que le Koweït, avaient toujours cherché à éviter se sera finalement réalisé (3) : le sentiment de l'unité des populations du monde arabe face aux puissances occidentales.

La guerre que l'Irak a menée contre l'Iran faisait bien les affaires de l'Occident, parce qu'elle était sensée contenir l'intégrisme islamique, qu'elle fournissait des débouchés substantiels à l'industrie des armes de

la France et de l'Angleterre, et parce que les besoins d'argent des belligérants, en les incitant à produire beaucoup de pétrole, maintenant le prix de celui-ci à un niveau relativement bas. Pendant toute la guerre entre l'Irak et l'Iran, la France fournissait des armes au premier et achetait le pétrole du second.

A titre d'anecdote, il est savoureux de savoir que le gouvernement de Sa Majesté autorisa la banque Midland, dont le Koweït possède une partie des actions, à accorder un crédit de 250 millions de livres au gouvernement de Bagdad afin de favoriser les exportations britanniques...

Les Etats-Unis, pour qui l'Irak est le deuxième fournisseur de pétrole, ont exporté dans ce pays des équipements électroniques qui lui ont permis de mettre au point son programme spatial.

(suite p. 3)

T 2137 - 795 - 10.00 F



F°P.2520

La Révolution et nous !

Le grand brouhaha est passé, ou pour les touristes tout était repeint en bleu-blanc-rouge, des bibelots souvenirs aux prétendus bordaux. La production littéraire et historique a joué aussi de la grosse caisse, chacun prenant son champion et vendant sa propre vérité du Bicentenaire. Aussi, tout compte fait, n'est-il pas plus mal que les Editions du Monde libertaire aient du retard sur la foire d'empoigne, histoire de se démarquer... Après la réédition de *La Grande révolution (1789-1793)* de Pierre Kropotkine, des réflexions actuelles sur l'héritage révolutionnaire, à contre pied de toute commémoration consensuelle, s'imposaient.

L'héritage qui est le nôtre

Comme le dit Gaetano Manfredonia dans l'avant-propos de du livre *Les Anarchistes et la Révolution française* : « Pour nous, donc, le premier des héritages de la Révolution française demeure à coup sûr cette promesse de changement radical que l'affirmation dans leur intégralité de principes comme celui de l'Égalité et de la Liberté rend possible et envisageable. En ce sens nous pouvons répéter avec Proudhon que " du jour où nos pères firent devant Dieu et devant les hommes la déclaration de leurs droits, ils posèrent en principe le libre exercice des facultés de l'homme et du citoyen, ce jour-là, l'autorité fut niée dans le ciel et sur la terre, et, le gouvernement, même par voie de délégation, rendu impossible" (1) Et c'est cet héritage là que nous faisons nôtre. »

En son temps, l'ouvrage de Kropotkine sur la révolution française qui distingue les aspirations de la bourgeoisie et ce que voulaient les paysans et prolétaires, était déjà un travail d'analyse et de réflexion sur les événements de 1789 à 1793. Dans la première édition, chez Stock, en 1909 (2), Pierre Kropotkine n'écrivait-il pas : « Nous connaissons très bien le réveil de la pensée qui précéda la Révolution. Nous connaissons les principes qui dominèrent la Révolution. Bref l'histoire parlementaire de la Révolution, ses guerres, sa politique et sa diplomatie ont été étudiées et racontées dans tous les détails. Mais l'histoire populaire des campagnes et des villes dans ce mouvement n'a jamais été racontée ni étudiée dans son entier. A nous, descendants de ceux que leurs contemporains appelaient les "anarchistes", d'étudier ce courant populaire, d'en relever, au moins, les traits essentiels ».

Dans les rayons des libraires les ouvrages sur l'Europe, l'effondrement du bloc de l'Est et l'Allemagne ont remplacé les invendus consacrés à 1789. Raison de plus pour œuvrer à la faillite du communisme d'Etat de lire et de faire lire *Les Anarchistes et la Révolution française* !

Thierry (gr. Pierre-Besnard)

(1) P.-J. Proudhon, *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*. Paris, Ed. M. Rivière, P. 293.
(2) Les éditions Stock avaient fait réparer *La Grande révolution* en 1976, le format (avec 750 pages) était peu maniable, heureusement que les éditions du Monde libertaire ont repris le flambeau !

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

INTERVIEW

« Les Anarchistes et la Révolution française »

Aux éditions du Monde libertaire sort, ce mois-ci, un ouvrage collectif sur *Les Anarchistes et la révolution française*. Nous reproduisons ici l'interview que Gaetano Manfredonia, maître-d'œuvre de la publication de ce livre, nous a accordée.

Le Monde libertaire : Cet ouvrage sur la Révolution française, un an après le bicentenaire de 1789, n'arrive-t-il pas un peu trop tardivement ?

Gaetano Manfredonia : Sans doute, si on se réfère à la débauche journalistique et éditoriale qui a eu lieu l'année dernière. Oui, c'est évident que le livre en question arrive avec quelques longueurs de retard. Mais nous pensons que ce n'est pas grave. Dans la mesure où les problématiques que le livre aborde dépassent largement les simples préoccupations qui ont dominé le Bicentenaire. Surtout, comme le lecteur s'en rendra compte, nous avons essayé d'utiliser la commémoration de 1789 comme le point de départ d'une réflexion beaucoup plus large, autour des problématiques majeures qui n'ont absolument pas été abordées par l'ensemble de ceux qui ont voulu profiter de l'anniversaire de la Révolution française.

ML : Qu'entends-tu par là ? Quelles sont ces problématiques ?

Gaetano : La commémoration du Bicentenaire, en fait, était une commémoration tronquée, partielle. Seulement certains aspects ont été retenus. Tout le monde a essayé de voir ce qu'il pouvait y avoir de consensuel dans la Révolution, jusqu'au point d'oublier la signification principale de cet événement, qui est tout de même, avant tout, un acte révolutionnaire. C'est en grande partie en réaction à ce travail de polissage que nous avons conçu notre ouvrage. De ce point de vue le livre n'arrive donc pas en retard puisque les thèmes qu'il aborde — et en particulier l'actualité d'un possible changement radical de société — sont des problématiques plus qu'actuelles. D'ailleurs, un des objectifs essentiels du bouquin a été d'essayer de faire montrer comment malgré tout, aujourd'hui, la seule solution véritable aux problèmes qui se posent à l'échelle planétaire, c'est de poursuivre et d'achever l'œuvre d'une révolution défigurée et mutilée, et en définitive totalement récupérée par les pouvoirs en place.

ML : La formule qui a été retenue est celle d'un ouvrage collectif. Pourquoi ?

Gaetano : Cet ouvrage constitue le deuxième volet d'un programme d'édition réalisé par le groupe Pensée et Action de la Fédération anarchiste aux éditions du Monde libertaire, à l'occasion du Bicentenaire. *Les Anarchistes et la Révolution française* paraît après la réédition de *La Grande Révolution* de Pierre Kropotkine (1). Quoiqu'essentielle, cette réédition nous paraissait cependant insuffisante pour donner le point de vue anarchiste sur la Révolution.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse



1793.
Extrait du Père Peinard,
daté du 16 janvier 1893.

Il nous a paru nécessaire de se donner les moyens de réaliser un produit original. J'ai pour cela contacté un certain nombre de camarades, de la FA ou du mouvement libertaire, ou bien aussi des personnes proches de nos idées, afin que soient abordés les différents aspects de la question. Car, il était évident que sur une question si vaste on ne pouvait se limiter à tenir un discours trop général, ou bien prétendre traiter l'ensemble de la question.

C'est donc dans cet état d'esprit que je me suis adressé à un éventail assez large de collaborateurs, suffisamment compétents dans leurs domaines particuliers.

ML : Qui, par exemple ?

Gaetano : L'ouvrage réunit 14 contributions de 13 personnes différentes : des universitaires et militants anarchistes, comme René Berthier, Yves Peyraud, Philippe Chailan, Philippe Boursier et Willy Pelletier ; des personnes déjà connues du monde de l'édition, ayant publié plusieurs ouvrages : Ronald Creagh, Frank Mintz, Michel Benasayag, Christian Ruby, Edith Charlton ; ou encore Georges Navet et Chantal Gaillard de l'Atelier Proudhon.

Le Bicentenaire est passé à côté de certaines choses

ML : Vous pensez donc que votre pari d'apporter un éclairage nouveau sur la Révolution française a été tenu ?

Gaetano : N'exagérons rien. Nous pensons, — répétons-le — que le Bicentenaire est passé à côté d'un certain nombre de choses fondamentales, et qu'en réalité, derrière tout un tas de discours plein d'allégeance sur la révolution, derrière une surenchère verbale, en fait on a voulu cacher l'essentiel, c'est à dire d'une part les véritables problématiques révolutionnaires de l'époque, et d'autre part, les enjeux encore actuels, aujourd'hui, et qui pour nous demeurent essentiels.

Contrairement à ce que le titre pourrait laisser croire, la partie consacrée à l'analyse historique de la Révolution française à proprement parler est relativement restreinte, et au contraire une très large place est accordée à l'analyse de ses filiations idéologiques, y compris en ce qui concerne le mouvement anarchiste — ce qui est, soulignons-le, tout à fait nouveau.

Une réflexion sur la démocratie, sur la valeur de la république, ou bien sur l'actualité de la révolution, autant de questions que nous avons essayé de débattre, d'une manière approfondie.

Il suffit de parcourir la table des matières pour s'en rendre compte. Ainsi, à côté de réflexions sur la position des révolutionnaires de 1789 ou de 1793 sur la propriété, sur la souveraineté ou bien sur le rôle de la bourgeoisie, d'autres contributions s'attachent directement à analyser la Révolution française sous l'angle des héritages idéologiques au sein du mouvement socialiste : par exemple chez Bakouine, Marx ou Lénine, chez les Communistes de 1871 ou bien chez Proudhon.

Nous avons essayé de réfléchir aussi à la pertinence de notions particulièrement galvaudées, comme celle des droits de l'homme.

ML : Il ne s'agit donc pas d'un simple livre d'histoire ?

Gaetano : Bien sûr que non. Tel qu'il a été conçu, ce livre ne traite pas exclusivement des événements de 1789, mais doit être envisagé comme un outil de réflexions par rapport à des problèmes actuels.

ML : Etes-vous satisfait du résultat ?

Gaetano : On n'est jamais complètement satisfait. D'une manière générale, cet ouvrage n'échappe pas à cette règle. Si on compare le résultat obtenu au projet de départ, on peut constater que nous avons dû réviser à la baisse nos ambitions.

L'ouvrage en question est malgré tout non négligeable puisqu'il comporte un peu plus d'un million de signes.

Mais dans le projet initial, nous tablions sur une publication beaucoup plus conséquente, avec au moins quatre ou cinq contributions supplémentaires. Malheureusement un certain nombre de contributions promises n'ont pu arriver à temps, ce qui déséquilibre peut-être un peu l'ensemble, surtout en ce qui concerne la dernière partie qui devait être consacrée exclusivement au débat aujourd'hui sur les idéaux issus de la Révolution française. Débat qui se retrouve, en définitive, fortement raccourci.

En revanche, globalement, le travail fourni est de bonne qualité et il prouve qu'il est possible, aujourd'hui, de mener une réflexion anarchiste conséquente sur des problématiques relativement pointues, et que malgré les difficultés nombreuses auxquelles on a dû faire face, malgré les défections, le résultat confirme le bien-fondé de cette démarche.

A l'avenir, nous souhaitons que des initiatives analogues puissent se reproduire, car nous constatons qu'il y a un déficit de réflexion anarchiste ou libertaire au sens large, dans bien des domaines, à l'heure actuelle.

C'est donc du devoir des libertaires de se mobiliser pour faire en sorte que ce déficit enfin puisse être résorbé. Y avoir contribué, fut-il partiellement, constituerait déjà un résultat non négligeable pour notre publication.

(1) Vendu à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 130 F.

GOLFE

Le militarisme irakien

(suite de la une)

Quant à la France, rappelons qu'en 1975 Chirac, Premier ministre, recevait Saddam Hussein dont il disait que c'était « un dirigeant réaliste, conscient de ses responsabilités, soucieux des intérêts de son pays et du bon équilibre de cette région du monde ». Moyennant quoi Bagdad commandait 60 avions Mirage et 200 chars AMX.

Saddam, l'ami renié

L'actuel ministre des Armées, le très socialiste Chevènement, n'est pas de reste, l'amitié profonde qu'inspirait le dirigeant irakien transcendant les clivages de la politique française : « M. Hussein est un dirigeant courageux et aimé (3), qui a une vision d'ensemble et à long terme (4). » Le ministre se félicite par la même occasion du lancement par l'Irak d'une fusée balistique, qualifié de « succès dans le renforcement de la défense du pays ». Signatures de contrats oblige, pas un mot ne sera dit des atteintes aux droits de l'homme, alors qu'Amnesty International signale qu'on torture des enfants de cinq ans pour faire avouer les parents.

Si on fait abstraction de l'aspect horrifiant de la situation — que les médias se complaisent à souligner pour éviter d'aborder le fond du problème — la revendication irakienne se borne tout simplement à remettre en cause le découpage arbitraire des frontières effectué par les Occidentaux au lendemain de la Première guerre mondiale. Il suffit de regarder une carte de la région pour comprendre, même si on est « contre toutes les frontières », que le Koweït peut tout aussi légitimement être revendiqué par l'Irak que l'était Calais aux Anglais voici déjà quelques siècles. Et même aujourd'hui, il serait logique, bien que stupide, que la France revendique l'île de Jersey, qui se trouve à quelques kilomètres des côtes françaises, et fort loin des côtes anglaises. La revendication irakienne sur

le Koweït relève essentiellement de deux causes, l'une stratégique et l'autre économique. Le seul débouché maritime de l'Irak sur le Golfe, par le Chatt el Arab, est littéralement verrouillé par les îles marécageuses et quasi désertes de

Il est significatif que les émissaires koweïtiens dans le monde arabe n'ont trouvé qu'un soutien limité, et on peut supposer que ce n'est pas seulement la disproportion des forces, mais aussi le sentiment plus ou moins inavoué de la

ment des Etats-Unis l'ait décidé, parce qu'en dépend un niveau de prix du pétrole qui garantit à l'économie américaine sa puissance.

Raoul Boullard

(1) 5 500 chars, 3 000 pièces d'artillerie plus 500 pièces de soutien, 160 hélicoptères, 513 avions de combat et une quantité inconnue de missiles sol-sol de moyenne et longue portée.

(2) Pendant toute la guerre irako-iranienne (1980-1988), le Koweït apporta un soutien politique et financier à l'Irak.

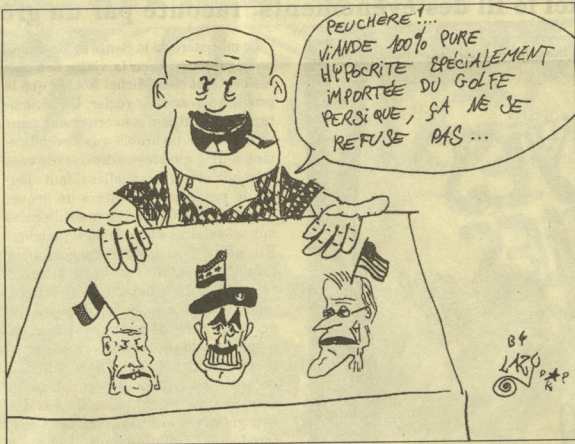
(3) Sauf peut-être des survivants des

familles des 5 000 Kurdes qu'il a fait gazer. Mais Chevènement devait l'ignorer.

(4) Déclaration faite à Bagdad le 7 février 1990.

(5) Dans les conversations de bistro j'inclus les commentaires des « speakers » (que je n'ose pas appeler journalistes) de la télé, qui ne s'élèvent pas au-dessus de ce niveau.

(6) Aucun des « commentateurs » médiatiques n'a, à ma connaissance, noté que Saddam Hussein n'est pas plus dictatorial que Pinochet ou bien d'autres massacrés que les Etats-Unis ont soutenu au nom de la « démocratie ».



Boubyan et de Warda. Ces îles constituent une constante dans les demandes irakiennes de règlement frontalier. Si, comme on l'entend dans les conversations de bistro (5), « il n'est pas normal qu'un seul pays producteur dicte sa loi sur les prix du pétrole », selon la même logique on peut tout aussi bien dire qu'il n'est pas normal qu'un découpage de frontières artificiel asphyxie commercialement un pays.

La solitude des émirs

L'autre cause de la revendication irakienne sur le Koweït est évidemment les immenses ressources pétrolières de ce pays, qui possède les troisièmes réserves du monde : la possession du Koweït assurerait à l'Irak, fabuleusement endetté, des revenus immédiats et quasiment sans limite.

justification des revendications irakiennes qui en est la cause. En réalité, ce n'est pas tant l'invasion du Koweït qui semble préoccuper les autres Etats du Golfe, et les Etats arabes dans leur ensemble, que la perspective de voir se réaliser la prétention de Saddam Hussein au leadership du monde arabe.

Parallèlement, la rapidité de la réaction américaine n'est pas due à l'indignation devant la violation de la légitimité étatique du Koweït : le gouvernement américain, responsable entre autres de la mort de 2 000 civils lors de la petite expédition au Panama, et par ailleurs peu soucieux du caractère dictatorial des régimes qu'il considère comme soutiens du monde « libre » (6), est bien le dernier à devoir s'indigner de violations en ce domaine. Le véritable enjeu est qu'aucune modification du paysage politique des pays producteurs de pétrole n'est tolérable sans que le gouverne-

MANIFESTATION PARISIENNE

Paix dans le Golfe !

En ces temps de crise du côté du Golfe perse il est bien difficile de faire entendre une voix hostile à toute intervention armée et aux logiques impérialistes des grandes puissances. La manifestation du mardi 18 septembre en est une des preuves. Discrètement convoquée — la presse n'ayant fait aucune publicité à son sujet — à 18 h 30, la manifestation, forte de 2 500 à 3 000 personnes, s'est ébranlée de la place de la République en direction du métro Charonne. Bien loin des grandes artères du centre-ville (si tant est que la capitale soit encore dotée d'un centre). Clandestine donc, la manifestation a suivi son cours avec à sa tête les bataillons de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, conduits respectivement par Alain Krivine et l'écrivain Gilles Perrault, pour le premier, et Arlette Laguiller, pour le second. Deçà-delà, on reconnaissait quelques vendeurs des revues de micro-partis marxistes, du genre Ligue

trotskyste de France, Socialisme international, etc.

Au centre la masse non négligeable, composant plus du tiers des effectifs, rassemblait les militants libertaires. Des militants qui étaient regroupés autour des banderoles de la Fédération anarchiste, dont l'une proclamait : « Non à la militarisation de la société ». Confondus, cheminaient les militants de la FA, de l'Union des anarchistes, de la CNT, de l'OCL et quelques membres du SCALP, juste derrière une vingtaine de membres de l'Union pacifiste fermaient le cortège libertaire. Dans la manifestation, on notait la présence de quelques militants de l'Union des travailleurs communistes libertaires.

En queue, venaient diverses organisations kurdes et turques, dont le très stalinien Parti communiste turc marxiste-léniniste (TKP/M-L).

Aux cris de « Non à l'intervention occidentale dans le Golfe ! » ou « prospérité pour les pétroliers, austérité pour

les peuples ! » la foule défila jusqu'à 20 h 30, heure de la dislocation à Charonne. Des cris que ne perçurent assurément pas les médias, puisque le lendemain — à l'exception d'un entrefilet dans Libération — aucun quotidien prit la peine de se « fendre » d'un compte rendu.

Censure ! Le mot est lâché. En période de crise, comme au temps de la guerre d'Algérie, la presse se fait muette. Naguère on taisait la torture, pratiquée sur les combattants du FLN ; aujourd'hui, la première manifestation pacifiste de la crise du Golfe est magistralement occultée. Que le conflit s'aggrave et on verra ce que l'on verra... autant dire rien ! Absolument rien, si ce n'est le conformisme belliciste des titres et articles de « nos » quotidiens, soumis au bon vouloir des princes qui nous gouvernent et des marchands de canons.

Claude Nepper
(gr. François-Rabelais)

BILLET D'HUMEUR

Vocabulaire

La crise du Golfe aura eu au moins une conséquence positive, elle aura permis aux hommes politiques de tout bord de s'affolent à quelques exercices de vocabulaire. Ceci fort opportunément, à quelques jours de la rentrée scolaire.

En effet, les élus du peuple souverain, avec leurs 35 000 F. mensuels, leurs fausses factures qui valent des vraies, leurs exemptions d'impôts et leurs véhicules de fonction ne souffrent pas trop durement de l'augmentation du pétrole, et ils ont la possibilité de cogiter dans la sérénité. Le résultat de leurs méditations ne manque pas d'intérêt et les smicards et autres chômeurs apprécieront le beau langage dont ils nous gratifient en ce début d'automne.

Par exemple, et cela fera bien plaisir au salarié à 4 300 F nets, il n'est pas question de « revenir à la rigueur ». Que les pauvres ne s'affolent pas, surtout ! Ils ne verront plus fleurir ce décourageant vocable dans les discours officiels, on vient de s'apercevoir qu'il était « choquant ». Le mot, pas les 4 300 balles. La rigueur, en effet, désigne « une sévérité d'une dureté extrême ». On ne peut pas faire ça à un électeur ! s'il tombait par hasard sur la définition du dictionnaire ?

On ne peut pas non plus lui refiler de l'« austérité ». Même dans les campagnes les plus reculées, on commence à savoir que c'est mauvais question nourriture et argent de poche. Alors, c'est tragique, l'élu du peuple souverain doit trouver autre chose, et très vite !

Heureusement, quand il s'agit de sa survie à lui, l'élu a des réflexes rapides et même s'il n'a pu décrocher que son certificat d'études avec indulgence du jury, comme Monory, il fait des progrès stupéfiants. Désormais donc, plus de rigueur ni d'austérité, de la joie et de la gaité ! Juste un tout petit truc, absolument nouveau, bénin, sans danger : le « réajustement ». Voilà ce qui attend le Français moyen. Ça c'est pas méchant pour un sou, « réajuster » ça veut dire exactement : « remettre en bonne place », « redonner de la justesse ».

Attention, n'allez cependant pas tout confondre, on a bien dit « justesse », et pas « justice » ! C'est M. Bérégovoy qui l'a dit, c'est un ancien ajusteur, ne croyez pas qu'il a changé de métier, il ajuste encore, mais pas les tenons et les mortaises, il ajuste les salaires, ceux des autres. Il leur donne de la « justesse » plutôt que de la justice.

Si ça ne vous paraît pas satisfaisant, tournez-vous vers le patronat. M. Rebuffel, le patron des PME, lui, estime que ce qu'il faut donner au chef d'entreprise, c'est de la « souplesse ». Encore une excellente qualité contre laquelle on ne saurait aller. Un patron raide comme un piquet, ça la fout mal. Il vaut mieux un employeur souple, sportif. Ce qui est dommage, c'est que M. Rebuffel entend par « souplesse », la possibilité de virer plus facilement ses ouvriers. Rien de sportif donc. Il ajoute tout de même que l'ouvrier, lui, doit garder son « sang-froid », à défaut de garder son salaire.

Le salaire, lui même, d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière de M. Fauroux cette fois. Le ministre de l'Industrie, qui parle de la pauvreté en connaissance de cause, nous assure qu'il faut « le maîtriser ». Selon lui, c'est là une difficulté considérable. Le salaire, non maîtrisé, risque d'évoluer librement et alors où s'arrêtera-t-il ? Ne risque-t-on pas de lui voir franchir la barre fatidique des 4 500 F, ce minimum si bien calculé par d'habiles diététiciens et qui permet à l'ouvrier de travailler efficacement 39 h sans avoir à redouter les souffrances de la suralimentation ?

Il restait à inventer un terme générique pour désigner l'ensemble de cette révolution linguistique, qui fera date dans les HLM. C'est fait, grâce à l'action conjuguée de Pierre Bérégovoy et Michel Rocard : le budget 1990 est « anti-choc ». Comme la montre quand on se cogne, par inadvertance, le bras contre la portière de la voiture !

Il reste à souhaiter que les crânes de MM. Rocard et Bérégovoy soient également anti-choc. Pour le cas où un ouvrier réajusté viendrait à s'y cogner le poing. Par inadvertance...

Guimou de la Tronche

SECURITE SOCIALE

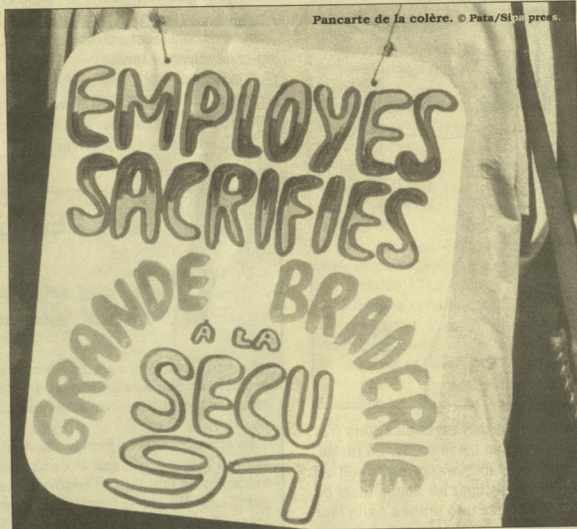
Caisse primaire d'assurance maladie de l'Essonne : plus rien ne va !

Hôpitaux, Caisses primaires d'assurance maladie... plus rien ne va dans la Santé. La grogne et l'exaspération montent parmi les personnels, ceci jusqu'à l'éclatement de conflits sociaux. Dans l'Essonne, la grève à la CPAM dure depuis 15 semaines. Voici le fil des événements, raconté par un gréviste.

D EPUIS le 11 juin, les salariés de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de l'Essonne sont en grève. Leurs revendications, élaborées en assemblée générale, au début du mouvement, portent sur l'essentiel sur les rémunérations. Mais également sur la diminution hebdomadaire du temps de travail, la formation, etc. Aujourd'hui, des organismes d'autres départements de la Région parisienne et de la province rejoignent la CPAM de l'Essonne dans la lutte.

Déterminés pour gagner

Sous la pression du personnel, l'unité entre les diverses organisations syndicales (CGT-FO-CFDT) s'est réalisée et se maintient. Seul le départ des culs-bénis de la CFTC, qui ont fait un petit bout de chemin avec le personnel est à signaler. Toutes les décisions qui engagent le mouvement sont prises en assemblée générale, auxquelles participe l'intersyndicale et des délégués de lutte élus par le personnel dans chaque centre de service. Ce sont les salariés de la CPAM qui ont décidé de maintenir, deux jours et deux nuits à la fin du mois d'août, le directeur J. Burgos dans les locaux de la direction.



Ceci, avant que les flics ne viennent le tirer de là. Ce sont encore ces salariés qui ont exigé, malgré l'embarras de Force ouvrière, que soit organisée une manifestation devant le siège de la Caisse nationale d'assurance maladie,

dont le président est membre de... Force ouvrière ! La réponse à la demande de négociations fut la matraque policière. Cinq blessés à déplorer le 11 septembre, dont un qui a perdu une phalange.

Le ministère de la Santé et Matignon ont également reçu la visite des grévistes. C'est chez Michel Rocard que le problème devrait se régler. Un ultimatum a été lancé au gouvernement, pour qu'une issue favorable aux revendications des employés soit trouvée. Revendications auxquelles il faut ajouter le paiement des jours de grève, ainsi que l'arrêt des retenues illégales sur les salaires du mois de septembre. En effet, sur ordre du premier ministre, semble-t-il, la direction a retenu 19/30 sur la paie des grévistes, qui refusent de saisir les dossiers sur écrans, mais les préparent tout de même (le solde de dossiers en souffrance s'élève à 1 600 000) ; 6/30 pour fait de grève, et 1/30 pour occupation du service dans lequel travaillaient des non grévistes qui payaient des tiers, (médecins, ambulanciers...) chose à laquelle s'oppose le personnel gréviste.

Le souci du service public rendu aux assurés

Conscient du problème que la grève peut poser aux assurés sociaux, dont certains n'ont que les indemnités journalières pour vivre, le personnel s'est prononcé majoritairement pour que leur soient consenties des avances. Situation ubuesque, la direction de la

CPAM a décidé de fermer les centres de paiement le mercredi. Elle tente d'empêcher les grévistes qui souhaitent maintenir une fonction d'accueil et d'effectuer ces avances de le faire. On assiste, parfois, à des scènes cocasses : des hôtesse (grévistes) recevant les assurés dehors, sur une table de camping. Il est un fait certain, c'est que tout est mis en œuvre par la direction départementale de l'Essonne, le ministère, les médias pour opposer les assurés sociaux aux travailleurs de la Sécurité sociale.

En guise de conclusion

Ce conflit dure depuis 15 semaines. La solidarité financière pour soutenir les grévistes s'est enclenchée. Il faut tenir ! Il faut tenir face à l'Etat qui utilise la crise du Golfe pour justifier les restrictions ! Il est nécessaire de se battre contre cet Etat-patron qui prétend instituer une contribution généralisée pour la Sécu, payée par tous les travailleurs. Michel Rocard a déclaré au journal *Les Echos* que la CPAM de l'Essonne était un test. Il loupera ce test, si par bonheur ce conflit s'étendait à l'ensemble de la profession, voire à d'autres secteurs d'activités.

Lionel Nicaud
(gr. Francisco-Ferrer d'Evry)

N.B. Les administrateurs (CFDT-CGC-CNPF) ont démissionné de l'Union nationale des caisses de Sécurité sociale, organisme gérant les problèmes de personnel des organismes sociaux (180 000 agents en France). LUNCANSS avait « généreusement » accordé 1% d'augmentation, plus 3 points d'indice en juin. La décision a été cassée par le ministre de la Santé. Après la démission des administrateurs cités plus avant cet organisme est dans l'impossibilité de prendre des décisions, car le quorum n'est pas atteint.

ADMINISTRATIFS ET OUVRIERS EN GREVE

L'hôpital en fièvre !

L a mobilisation des infirmières et des personnels de santé avait révélé l'ampleur de la crise de l'hôpital en cet automne 1988. Depuis, les accords Evin puis ceux de Durafour, pour la Fonction publique, n'ayant en rien su apaiser le feu de la colère des hospitaliers, tous les clignotants sont passés au rouge.

Pas une seule catégorie hospitalière n'a fait l'économie de la grève : après les infirmières et déjà avec elles, les paramédicaux se sont mobilisés puis les secrétaires médicales, mais aussi les internes et les chefs de cliniques, les assistantes sociales, les auxiliaires de puériculture, les agents des services hospitaliers, les aides-soignants. A présent, les personnels administratifs et les ouvriers. A quand les directeurs d'établissements ? Evin est un bien piètre médecin pour laisser la fièvre ainsi monter !

Des centaines de postes sont vacants. Les écoles d'infirmières sont désertées. La pénurie en personnel engendre une dégradation des conditions de travail, une surcharge de travail, des difficultés grandissantes à prendre repos et congés selon des rythmes réguliers à des moments choisis. Et cette même dégradation des conditions de travail favorise l'hémorragie salariale. Les réponses apportées, mais qui se savent n'être que des expédients, sont la fermeture de lits, de services entiers, la non ouverture de services nouveaux devant répondre à des besoins non pris suffisamment en charge comme le SIDA, les personnes âgées, ou alors

encore le report de 3 mois, pour nécessité de service, de la démission. Non seulement on a tout fait pour vous dégoûter de ce secteur, mais encore vous ne pouvez pas vous en libérer quand vous le souhaitez. L'esclavage salarial, avions-nous oublié ?

Le fruit de la colère

Du côté salarié, outre de déplorables conditions de travail, ce sont les questions salariales et de déroulement de carrière qui sont avancées. En effet, les grilles salariales apparaissent désuètes, ne prenant pas en compte les nouvelles qualifications, les nouveaux métiers. Ces grilles datant des années 1950 n'ont pu intégrer le passage du stylo Bic à l'ordinateur, notamment, à l'accès aux technologies sophistiquées de type scanner ou RMN (1). Mais c'est aussi l'exigence de vivre debout, dans sa dignité, qui émerge. On refuse la notion d'exécutant, car l'aspiration à gérer son propre travail, à l'organiser au sein de l'équipe, avoir son mot à dire, se fait plus pressante. Mais restent figées les grilles d'emplois, restent ancrés sur leur prérogatives les « petits chefs ». Il y a nécessité de secouer l'ordre hiérarchique.

Quant aux salaires, ce sont les problèmes exprimés le plus clairement. Quand au bout du périple d'application des accords Durafour, soit plusieurs années, le gain s'élève généreusement à

60 F, quand ce n'est pas 0 F, alors là on explose, indigné, en colère, scandalisé.

C'est ainsi qu'ont réagi les administratifs hospitaliers dès mai 1990. La grève a été lancée alors par l'assemblée générale de l'hôpital Robert Debré, à Paris.

En quelques jours, ce furent plus de 25 hôpitaux qui étaient touchés par le mouvement. Et les vacances d'été n'ont guère entamé la détermination de ceux qui veulent enfin être entendus. L'application des accords Durafour dans le secteur hospitalier ne doit pas laisser sur la touche 90% des salariés, se plaisent à rappeler les personnels administratifs, suivis quelques semaines plus tard par les personnels ouvriers quand le statut des ouvriers est présenté au Conseil supérieur de la Fonction hospitalière. D'autant que les administratifs ont une arme de guerre redoutable : ils peuvent bloquer les recettes de l'hôpital en n'encaissant pas les consultations externes, par exemple. Consultation gratuite ou à crédit pour les usagers, ce qui est bien apprécié ; manque à gagner pour l'hôpital, ce qui s'avère très gênant au bout de 4 mois de grève. Un dispositif identique existe pour les blanchisseries de l'Assistance publique de Paris en grève : l'administration doit faire face à une dépense énorme dans la mesure où elle a recours à des sociétés privées. Voilà un argument de taille et pourtant le ministère ne cède pas aux revendications.

C'est pourquoi, les administratifs hospitaliers appellent à la grève nationale le 27

septembre, rejoints par les ouvriers grévistes de l'hôpital, des aides-soignants, des agents des services hospitaliers et des auxiliaires puériculture (2).

En effet, il est nécessaire de fédérer (3) toutes ces catégories en lutte, de construire des convergences pour imposer au ministère la revalorisation des professions de santé, l'amélioration des conditions de travail et une politique de santé répondant aux besoins de la population.

Car du côté des usagers, c'est le prix qui est, aussi, à prévoir. La réforme hospitalière que Claude Evin proposera au Parlement, cet automne, ancrera solidement l'hôpital dans la logique libérale. Les notions d'économie, de rentabilité, de concurrence devant supplanter celles d'égalité devant les soins, de qualité des prises en charge, pour faire de l'hôpital une véritable entreprise.

Alors à quand une mobilisation générale dans laquelle se retrouverait la population solidaire des personnels hospitaliers, et ceux-ci actifs pour défendre un système de qualité, accessible à tous ?

Hélène
(gr. Pierre-Besnard)

(1) Résonance magnétique nucléaire.
(2) Rassemblés dans un collectif AP-AS-AH.
(3) Les trois organisations syndicales qui soutiennent ces mouvements, à savoir la CGT, FO, le CRC, semblent bien incapables à ce jour, de fédérer ces luttes.
N.B. : nous reviendrons, dans un prochain article, sur la réforme hospitalière qui sera examinée à l'automne par le Parlement, et ses conséquences sur le service de santé.

EN BREF

FETE ANTIMILITARISTE A ALBI

Le samedi 29 septembre, à partir de 16 h, au gymnase d'Albi, grande fête antimilitariste (stands, bouffe, théâtre, folk, blues, rock). Entrée 40 francs.

TABLE RONDE

« Noir et Rouge » vous invite à une table ronde sur les pays de l'Est, organisée le samedi 6 octobre, à 14 heures, au siège de la CNT (33, rue des Vignes, 75020 Paris).

AGENDA 1991

La CNT-PTT du Rhône vient d'éditer deux agendas 1991. Un semainier (1 page par semaine) et un « carnet de brigade » (mois en colonne, forme accordéon). Commandez-les à CNT-PTT, BP 2 600, 69218 Lyon cedex 02. Prix 10 F (port compris) et 8 F, à partir de 5 exemplaires. Précisez n° 1 ou n° 2.

« LE COMBAT SYNDICALISTE »

Le n° 103, du mensuel de la CNT-AIT est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde libertaire. Au sommaire : grève à la CPAM de l'Essonne, grève dans la santé à Barcelone, congrès de l'USI, SCALP de Tours, syndicalisme et fascisme.

CONTRE BRUXELLES, LES BANQUES ET LE GOUVERNEMENT

La révolte paysanne !

(suite de la une)

ML : Dans dix ans, annoncent certains, il ne restera que 400 à 500 000 agriculteurs. Qu'en pensez-vous ?

de terre entraînant le financement et l'intensification des productions « hors sols » (serres, élevages intensifs...) et de l'autre, paradoxalement le financement

Il faut obliger les Etats à respecter une forme d'agriculture qui semble correspondre le plus aux besoins des populations. Car, aujourd'hui, c'est clair que

extrémistes. Je crains un développement du Front national chez les agriculteurs. Et cela est très grave.

Actuellement, le ministère de l'agriculture joue le jeu des violents, c'est-à-dire, qu'à chaque fois qu'il y a eu des violences, il a annoncé des mesures. Et progressivement, le ministère est en train d'accréditer, chez les paysans, l'idée qu'il faut être violent pour être écouté. Alors qu'il a tous les éléments pour prendre en temps voulu les mesures réellement adaptées.

L'enjeu, aujourd'hui, c'est 150.000 familles qui sont en situation de faillite. Il ne faut pas jouer avec le désespoir de ces agriculteurs.

Propos recueillis par
Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard de Paris)

N.B. On peut joindre la Confédération paysanne en écrivant au 17, place de l'Argonne, 75019 Paris. Tél. : (1) 40.35.17.29. FAX : (1) 40.35.17.25.



A Nevers, le 13/09/1990. © Witt/Sipa p.e.s.

G.L. : Il y a des voix qui s'élèvent pour dire que moins il y aura de paysans plus la part de gâteau, à se partager pour chacun, sera importante. Or, depuis trente ans, nous avons divisé par trois le nombre d'agriculteurs, et cela n'a rien changé. Il y a toujours autant de problèmes... Et que vont devenir les 500 000 exploitants visés ? Iront-ils s'inscrire à l'ANPE ?

Il faut, je le redis, élaborer une autre politique agricole qui maintienne le nombre actuel d'agriculteurs.

ML : On a beaucoup parlé du rôle du Crédit agricole et M. Charasse a critiqué son comportement. Quel est votre sentiment ?

G.L. : Il faut arrêter d'être hypocrite. Très souvent, on retrouve des responsables syndicaux à la tête des organismes économiques ou bancaires. Par ailleurs, tout le monde sait que le Crédit agricole favorise les grosses exploitations en privilégiant les endettements pour ensuite faire intervenir l'Etat quand ça va mal... Disons que l'engagement des pouvoirs publics, pour alléger la dette agricole, fait en sorte que ce sont les agriculteurs les plus endettés qui en bénéficient, mais ce ne sont pas, forcément, eux qui en ont le plus besoin, mais ce sont certainement eux qui ont engagé le plus de capitaux dans la concentration de la production. On se retrouve ainsi avec une production concentrée, des agriculteurs qui ont intensifié considérablement cette production et beaucoup d'autres qui ne se sont pas lourdement endettés, qui respectent un modèle différent de production et qui sont laissés pour compte.

Le Crédit agricole favorise les grosses exploitations

ML : Qui décide du mode de production : l'agriculteur ou le Crédit agricole ?

G.L. : Très souvent, ce sont les organisations bancaires, ce sont les industriels de l'agro-alimentaire qui définissent les modèles de production et partant de là ils ont mis en place la technique adaptée qui doit permettre à l'agriculteur de s'en sortir. Dans les faits, ce dernier est obligé d'utiliser de plus en plus de produits extérieurs, de plus en plus d'engrais si bien que cela augmente le rendement de chaque hectare

des « sols sans production » (gels de terres). C'est totalement incohérent.

ML : Il ne faut donc pas accuser les agriculteurs de polluer les sols ?

G.L. : Oui, absolument. Les décideurs réels, le ministère portent une lourde responsabilité puisqu'ils aident au financement de ce type de production. Je vous donne un chiffre : rien que pour définir au niveau européen les prix agricoles pas moins de 800 groupes de pression s'exercent sur les ministères qui vont du représentant d'une région au représentant de la grosse firme pharmaceutique...

ML : Comment vous inscrivez-vous dans le débat actuel sur la gestion de l'eau ?

G.L. : C'est une question très importante car elle conditionne toute notre société. Elle s'inscrit dans notre politique de respect de l'environnement, du respect de la qualité des produits...L'eau, c'est vital.

ML : Quelles sont vos propositions pour cette autre politique agricole ?

G.L. : Nous proposons une sorte de contrat entre l'agriculteur et les collectivités locales. L'exploitant s'engagerait à produire non pas plus mais mieux en respectant l'environnement. En contrepartie, les pouvoirs publics s'engageraient à mieux répartir les moyens et les productions afin de maintenir le nombre de paysans.

Il faut quand même rappeler que là où il y a des paysans, par exemple, il n'y a pas le feu ! Ce sont eux les garants de notre environnement.

ML : Comment votre politique intègre-t-elle les difficultés des pays du tiers monde ?

G.L. : Notre projet est de « revenir » à une « agriculture paysanne ».

Nous voulons privilégier l'auto-suffisance alimentaire de chacun des pays pour permettre aux cultures vivrières de continuer à produire. Nous voulons éviter ces « dons » des pays riches qui anéantissent les agricultures locales.

ML : Quels sont vos liens avec ces pays ?

G.L. : Nous avons rencontré plusieurs organisations syndicales notamment des pays d'Amérique Latine. Nous sommes frappés, par ailleurs, de la convergence de nos politiques... Mais, il faut aller plus loin. Il est absolument indispensable que nous imposions nos projets aux décideurs. Aujourd'hui, eux comme nous sommes absents des négociations du GATT, par exemple.

le mode de culture intensive épuise les ressources de la planète.

ML : Au-delà de ces projets à long terme, quelle est dans l'immédiat la préoccupation majeure ?

Le ministère joue la carte des violents

G.L. : A partir du projet que nous avons, ma préoccupation immédiate est de le faire partager à un plus grand nombre d'agriculteurs. Notre difficulté à communiquer fait le jeu, aujourd'hui, des forces

Provocation de Bruxelles aux agriculteurs français

Les propositions de Ray Mac Sharry (réduction de 30% en 10 ans de soutien aux prix agricoles) ont été rejetées par la Commission européenne qui trouve la baisse trop faible ! Face au désarroi des producteurs français, galiciens, des céréaliers néerlandais, qui sont mobilisés pour demander un avenir, cette décision est un véritable provocation.

La Commission, encore une fois, s'aplatit devant des exigences américaines.

Les propositions de M. Mac Sharry et de la Commission, sans compensation par des aides directes au revenu, auront pour conséquence l'élimination massive des paysans européens, la concentration de la production, la désertification de régions entières et la pollution des autres.

La Confédération paysanne exige une réforme de la politique agricole commune pour favoriser le maintien des paysans sur tout le territoire européen, leur garantir un revenu jusqu'à un volume de production, et régionaliser la politique agricole.

Les demandes des paysans, inquiets pour leur avenir, ne sont-elles pas suffisamment fortes pour que la Commission puisse les entendre ? Ou bien celle-ci les ignore-t-elle délibérément, tenant des raisonnements « eurocratiques » et oubliant les hommes ?

Confédération paysanne,
déclaration datée du 20 septembre 1990

LOGEMENT

Paris... « galère » !

GRANDE nouvelle dans le microcosme parisien : Paris le journal succède à Ville de Paris. C'est tout simplement un changement de titre du mensuel d'information de la mairie de Paris, édité par l'Association pour l'information municipale. C'est donc une publication destinée à soutenir le travail du maire, Jacques Chirac.

L'interface imprimé entre lui et les Parisiens nous apprend qu'« être maire d'une grande métropole, conduire son présent, préparer son avenir tout ne préservant son histoire est une affaire complexe et passionnante ». Et être la balle dans la partie de tennis sur table entre la Ville, la préfecture, mairie et pouvoirs publics est-ce vraiment passionnant ?

Le problème du logement, des expulsions de familles entières n'est jamais traité sur le fond dans les journaux municipaux, mais ils entrent en ligne de compte uniquement par le biais de la polémique politicienne.

Ainsi, après un article consacré à « deux nouvelles places de prestige pour Paris » (L'Ilot Chalon et la Place des Fêtes !) on apprend que le Rapport Bloch-Lainé a « étonné »...

On se rappelle que M. Bloch-Lainé (1) avait reçu mission de médiateur, entre la Ville de Paris et les expulsés des 18^e, 19^e

et 20^e arrondissements. Dans son rapport, il accusait la Ville de « ne pas avoir tout fait pour reloger les expulsés » et cela aurait « surpris » la majorité municipale. Le « refus » de la SIC (filiale de la Caisse des dépôts), ou plutôt sa non-mention dans le rapport de M. Bloch-Lainé est relevé par la Mairie de Paris... Vous avez dit ping-pong ?

Pas un mot sur les HLM et habitations vides, mais l'accent est mis encore une fois sur le rapport où il serait évoqué que la médiation aurait été dangereuse, car donnant satisfaction à « des besoins particuliers qui n'étaient pas prioritaires dans l'absolu au regard de la longue file d'attente des mal-logés ».

Le 19^e arrondissement... c'est la Villette !

On tombe des nues... le fait d'être expulsé de son logement dès « potron minet » ne constitue-t-il pas une urgence ?

Nos politiciens ne voient, dans le problème du logement, qu'un moyen de plus d'agiter alliances et majorités. On a souvent du mal à regarder au delà du miroir, des reflets de la Géode de la Cité des sciences de la Villette qu'en fait peu d'habitants de l'Est parisien fréquente.

Le Cahier de l'Ifrep (2) avaient, il y a trois ans, consacré un numéro spécial au 19^e arrondissement. Si nous mettons à part une analyse un peu « hâtive » des squatts on peut reprendre un jugement sur Paris « sans cesse amputée, menacée et renaissante. Dès 1832, Victor Hugo dans un de ses articles rageurs intitulé « Guerre aux démolisseurs » s'insurge contre l'indifférence, la bêtise et la spéculation conduisant à la destruction de ce qu'il appelle la « vieille France » et que nous nommerions, aujourd'hui, le patrimoine. A la fin du XIX^e siècle, le baron Haussman fera disparaître la quasi-totalité des vestiges du Moyen Age. Dans Paris va bientôt surgir cette architecture de pierre, de métal et de verre érigée à la gloire du capitalisme triomphant. »

Les masses laborieuses dans la périphérie, les happy few intra-muros, tel est le plan de la Ville de Paris. Sachons lui mettre des bâtons dans les roues en démasquant tous ses alliés !

Alexis Pierre

(1) M. Bloch-Lainé (UDF), c'est tout à son honneur, s'est distingué de son groupe parlementaire en protestant contre le prêt de Bagatelle pour la fête du Front national.

(2) Institut de formation, de recherche et de promotion.

La morale n'y est pour rien

QUEL péché capital Saddam Hussein a-t-il donc commis en envahissant le Koweït ? Qu'a-t-il dit et fait qui aurait subitement modifié la nature de ses comportements politiques précédents ? Quelle transfiguration a-t-il mis en œuvre pour qu'aux yeux des faiseurs d'opinion il prenne la figure honnie d'un « Hitler du Moyen-Orient » ? Au moment de l'invasion de l'Irak — tout aussi inique du point de vue du droit international — n'avait-il pas fait figure de défenseur des valeurs occidentales, si bien que les Etats-Unis rayaient Bagdad de la liste des Etats terroristes ? (1). Aujourd'hui, c'est Hafez El Assad, dont on n'a pas arrêté de nous ressasser qu'il était le chef d'Etat terroriste qui, vieil ennemi de l'Irak, réintègre, comme par enchantement, le camp des démocrates (2) ! La morale internationale va trouver-t-elle son compte ? Nos hommes politiques et nos braves plumeux devraient pouvoir nous éclairer sur ce point encore obscur.

Le Pêché capital de Saddam

Une fois écarté le creux moralisme des uns, les références historiques des autres, les choses sérieuses se montrent avec plus de netteté. La modification de l'équilibre des forces militaires, la permanente humiliation des Arabes face à l'intransigeance israélienne laissant pourrir le problème palestinien, l'impudence des masses arabes paupérisées et confrontées à l'insolence de richissimes Etats croupions (des drapeaux plantés sur des puits de pétrole ! (3), constituent le fond du problème.

Aussi le péché capital de l'Irak est-il d'avoir commis un hold-up en s'emparant de l'un des coffres-forts parmi les plus garnis de l'Occident. Saddam Hussein a fait main basse sur l'une des principales succursales du système bancaire occidental, sur l'une des plus importantes réserves d'énergie sur laquelle le Nord veut exercer un contrôle sans partage. En bref Saddam Hussein a défié un ordre géopolitique et géo-économique intouchable parce qu'il fonde, organise et maintient les rapports Nord-Sud voulus et imposés par le Nord au seul bénéfice de son mode de développement.

Un parfum de guerre d'Algérie

Depuis le début du mois d'août 1990 la propagande de guerre occidentale ne vaut guère mieux que la démagogie des discours du président irakien.

Que la droite française se mobilise auprès des Etats-Unis d'Amérique, quoi de plus logique. Que les socialistes retrouvent leurs vieux réflexes colonialistes, nul ne s'en étonnera s'il n'oublie point que parmi les vieux caciques du PS, nombreux sont ceux qui occupèrent naguère une place de choix parmi les chantages de l'Algérie française et couvrirent de leur moralité irréprochable les tortures infligées par nos soldats aux nationalistes algériens. Mais il convient de souligner combien la grise koweïtienne dévoile de la manière la plus nette l'idéologie de la jeune génération socialiste, celle qui, venue des mouvements de la gauche tiersmondiste, se fait aujourd'hui le héraut du redéploiement de l'impérialisme du Nord. D'aucuns

comprennent à présent que ces militants tiersmondistes, antiracistes, n'ont adhéré qu'à un faux-semblant, celui qui leur faisait identifier les guerres de libération nationale à un Club Méditerranéen agrémenté d'un zeste d'aventures et de dangers, comme une éducation sentimentale au moindre risque. Leur sympathie allait à des mouvements révolutionnaires (tout aussi dictatoriaux que le régime irakien) qui ne bouleversaient pas le pillage des richesses de la planète par le Nord. Car, contrôler le Koweït ne se peut comparer à la lutte des Vietnamiens, des Cambodgiens ou des Salvadoriens, etc. cela ne débouche par sur l'occupation territoriale d'un pays de rizières ou de montagnes où, après la victoire sur l'impérialisme, il ne reste plus qu'à mourir de faim glorieusement entre soi. Les enjeux du nationalisme musulman et/ou arabe sont beaucoup plus menaçants, on le constate avec la révolution iranienne, les décisions irakiennes le confirment. L'Europe du XIX^e siècle avait défini les classes miséreuses comme des classes dangereuses. A l'heure de la planétarisation générale des finances, des marchés, des investissements, de la communication, il y a des peuples dangereux surtout si le destin les fait vivre au cœur des régions qui assurent l'approvisionnement énergétique du Nord à bon marché, et de ce fait, contribuent à une richesse et à un bien-être inouïs. Contrôler le Koweït, ses réserves pétrolières, ses avoirs bancaires, ses investissements en Occident, c'est contrôler une part importante des ressources énergétiques et des finances occidentales. Que l'Occident refuse ce qui pourrait un jour compromettre ses privilèges, rien que

de très compréhensible. Mais de grâce que les hommes politiques et les publicistes cessent d'appeler Morale, ce qui n'est, en fin de compte, que les intérêts bien compris des plus forts. Ce n'est pas en jouant les faux-monnayeurs d'un moralisme de pacotille qu'il nous aideront à comprendre pourquoi la fin du conflit Est-Ouest radicalise les conflits Nord-Sud.

Claude Karnoouh

(1) Il convient de se rappeler que tous les chefs d'Etats arabes qui, depuis 1945, tentent de lutter contre les conditions politiques et économiques imposées par les puissances coloniales ou impérialistes sont traités, à un moment ou un autre, d'« Hitler ». Ce fut le cas de Nasser lors de la nationalisation du canal de Suez, de Khadafi, d'Hafez El Assad, de Yasser Arafat, des dirigeants du Sud-Yemen.

(2) De source diplomatique on a appris le 29 août 1990, que la Syrie « démocratique » a réprimé des manifestations pro-irakiennes en faisant des centaines de morts.

(3) Les observateurs évaluent à plus de cent milliards de dollars la fortune personnelle de l'émir du Koweït ! A cette échelle, on mesure combien les privilèges des nomenklaturas est-européennes n'ont jamais été au-delà du confort familial aux cadres moyens des pays occidentaux.

ENTENTE

Paris - Pékin : les polices collaborent

Le gouvernement français a décidé de réactiver « discrètement » les contacts avec la Chine. Les premiers à bénéficier de cette reprise sont les policiers pékinois invités à suivre des stages en France. Espérons qu'ils n'en profiteront pas pour enseigner à leurs collègues français leurs propres méthodes de maintien de l'ordre, si décriées depuis le massacre de Tian-an-men, au printemps 1989.

Enfin, si notre gouvernement pensait faire dans la discrétion, à la faveur des soubresauts du Golfe, c'est raté ! L'opinion est alertée de ces mimacs intergouvernementaux peu glorieux. Décidément elle est belle la France « socialiste », où l'on se plaît à insister sur le terme de patrie des droits de l'homme ! Dans le style Jules Moch on ne fait pas mieux (1).

Olivier et Claude (gr. François-Rabelais)

(1) Jules Moch fut ministre de l'Intérieur (socialiste) à la Libération, et à ce titre instaura la création des tristement célèbres Compagnies républicaines de sécurité (CRS) et mena une politique intransigeante en matière de maintien de l'ordre dans l'hexagone et surtout les colonies.

ITALIE

XIX^e congrès de la FAI

Les 28, 29 et 30 septembre, se réunira à Trieste le XIX^e congrès de la Fédération anarchiste italienne. A l'ordre du jour : la rénovation de la FAI. Longuement préparé, ce congrès devrait être une nouvelle occasion pour nos amis de « repenser l'organisation » et « préparer l'avenir ». Les débats seront ouverts aux militants non fédérés.

D'après Umanita nova, organe de la FAI

URSS

Dernières nouvelles

A Klaïpeda, en août 1990, l'Armée rouge occupe le centre-ville. C'est la faute à Lénine... sa statue est gardée jour et nuit contre la population reconnaissante !

En Russie centrale : vagues de mécontentement devant la disparition de plusieurs produits de première nécessité.

A Bakou, le 17 août, une tentative de meurtre a eu lieu contre Tamerlan Karaïev, président de la commission d'enquête chargée des crimes de l'armée soviétique. Un camion militaire a heurté de plein fouet son automobile. Sa femme et son enfant se trouvent à l'hôpital dans un état grave.

A Moscou, dans la nuit du 23 au 24 août, l'appartement de Vladimir Pribylovski, rédacteur du journal indépendant *Panorama*, est incendié. Il avait reçu, quelques jours auparavant, des lettres de menaces signées « Patriotes russes ». Au printemps, c'est le logement d'Alexis Verkhovski, rédacteur du même journal qui était également détruit par le feu. Ce journaliste enquêtait sur les liens entre le mouvement nationaliste et antisémite Pamyat et le KGB.

A Léninegrad, le 26 août, sur la place de Palais, s'est tenu un meeting d'une heure, fort de 200 personnes, organisé par l'Association-section des anarchistes libres (ASSA), qui s'est détachée de la KAS. Les manifestants ont exigé des garanties liées avec le passage à l'économie de marché.

En septembre, dans l'ensemble du pays des manifestations, se sont déroulées en souvenir de la terreur rouge. Dans le

Donetsk, les mineurs ont déposé, près de la statue de Lénine, une couronne de fils de fer barbelés : « A l'espion allemand, Lénine, organisateur de la terreur, de la part des victimes reconnaissantes ».

En Ukraine, 85% des députés de la république ont voté pour l'enlèvement de toutes les statues de Lénine.

A Léninegrad, le 4 septembre, une conférence sur les droits de l'homme s'est tenue en présence de 1000 participants. Les congressistes accusent Gorbys de ne pas aller assez loin dans ses réformes.

Toujours à Léninegrad, le 8 septembre, 700 000 personnes ont défilé. Elles réclamaient que l'on débaptise la ville, et qu'on lui redonne le nom de Pétrograd, qui était le sien durant la Révolution.

Devant la mairie de Léninegrad, le 15 septembre, l'anarcho-syndicaliste Victor Kassatkin poursuivait sa grève de la faim (40e jour) en vue d'être réintégré dans ses droits au travail et au logement (lire *ML* n° 793). Il a toujours besoin de toute notre solidarité. A Léninegrad, de nombreux syndicats le soutiennent. Pour tout contact s'adresser au groupe autonome SMOT, à Olga Soviétnikova en particulier, tél. (19.7.812) 157.47.56.

Le 17 septembre, les dissidents du syndicat officiel VCSPS se sont réunis en congrès. Nous aurons bientôt de plus amples nouvelles à leur sujet.

D'après les agences d'information du syndicat libre SMOT et de la KAS

IRLANDE

Les espoirs et malheurs irlandais

DEUX nouvelles ont fait la une de la presse irlandaise, malgré le battage autour de la crise du Golfe, à la fin du mois d'août. Une bonne et une mauvaise.

Les six de Birmingham

Commençons par la bonne : « Les 6 de Birmingham », six Irlandais arrêtés en 1974 pour des attentats à la bombe commis contre des pubs de cette ville — qui avaient causé une vingtaine de morts — vont pouvoir faire de nouveau appel. Depuis 16 ans, ils clament leur innocence et affirment que leurs aveux ont été extorqués sous la torture... Un journaliste a interviewé l'un des véritables auteurs des attentats revendiqués par l'IRA. Mais il aura fallu la conclusion d'une enquête, menée par les autorités policières de Cornouailles et du Devon au sujet des agissements de l'unité de police des Midlands — qui à l'époque avait procédé à l'interrogatoire — pour que le gouvernement accepte de porter l'affaire en appel.

Il s'avère, d'après de nouveaux tests scientifiques qu'au moins un de ces fameux « aveux » a été écrit sur plusieurs jours, et non d'un seul jet comme l'ont toujours affirmés les policiers. La balle est désormais dans

le camp de l'accusation. Si elle se décide à soutenir le dossier, l'affaire ne sera réexaminée, peut-être, que dans un an. Si l'accusation laisse tomber, les « Birmingham six » seront bientôt libres.

Et maintenant la mauvaise nouvelle. Le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord a annoncé sans préavis, le mercredi 29 août, l'arrêt du versement de subventions à l'association qui scolarisait à Belfast des enfants en irlandais. A une semaine de la rentrée, du jour au lendemain, 140 enfants se sont retrouvés sans école et leurs 20 instituteurs se sont retrouvés au chômage.

Les atteintes à la langue irlandaise

Le secrétaire d'Etat s'appuie sur une circulaire ministérielle, datant de 1985, qui permet de refuser des subventions lorsque « les associations, ou leurs responsables, ont des liens suffisamment proches avec des organisations paramilitaires, pour que l'on soupçonne qu'en soutenant financièrement de telles associations, un des effets obtenus soit de mettre en valeur des organisations paramilitaires ».

En fait, c'est l'arbitraire le plus complet, puisque le secrétariat n'a

pas à fournir de preuves justifiant sa décision, qui est sans appel. C'est bien encore de la discrimination, dont il s'agit. Une discrimination qui s'exerce à l'encontre d'une partie de la population des six comtés d'Irlande du Nord, qui souhaite un enseignement dans ce qu'elle considère comme sa langue.

De même, récemment, la création d'une chaîne de télévision en irlandais a été refusée. L'argument financier ne saurait être invoqué, lorsque l'on sait que le gouvernement dépense des millions de livres sterling en vue de promouvoir le gallois. Cela prouve, une fois encore, la nature discriminatoire de l'Irlande du Nord, dont la création, le fonctionnement et la raison d'être reposent sur l'injustice. Une injustice qui durera aussi longtemps que le gouvernement britannique s'accrochera à ce résidu d'empire.

En France, un piquet de protestation s'est tenu, devant l'ambassade de Grande-Bretagne, le mercredi 19 septembre. Un pétition circule, à l'initiative de Conradh Na Gaeilge (Ligue gaélique), de l'association Solidarité Irlande et de membres de la communauté irlandaise de Paris. Pour se la procurer, écrivez à Solidarité Irlande, 14, rue de Palestine, 75019 Paris.

Denis Marchand (gr. Francisco-Sabaté)

DECOUVERTE

Le petit guide du CIRA de Lausanne

La bibliothèque du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) a ouvert ses portes en de nouveaux locaux, à Lausanne (Suisse). C'est pendant l'hiver 1987-88 que la décision a été prise de quitter le local situé à Genève, en raison, d'une part, de sa surface trop exigüe et d'autre part du désir de ses propriétaires d'en reprendre possession.

Après plusieurs mois de labeur, l'équipe du CIRA s'est installée, en mars 1990, au 24, avenue de Beaumont, CH - 1012 Lausanne.

A cette occasion, *Le Monde libertaire* tient à vous rappeler ce qu'est le CIRA et quel est son fonctionnement, en publiant le texte d'une plaquette éditée par le CIRA, lui-même, en mai 1990.

Que de chemin parcouru depuis 1957

Depuis sa fondation en 1957, le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) a constitué une importante collection de textes sur l'anarchisme. La bibliothèque est ouverte tous les jours ouvrables de 16 à 19 h., ou sur rendez-vous. La carte de lecteur donnant droit à la consultation et au prêt des ouvrages coûte 40 francs suisses par an (150 francs français).

On peut aussi utiliser le CIRA par correspondance ; les livres sont prêtés à l'étranger ; des photocopies de publications anciennes ou d'articles de journaux et revues peuvent être fournies, ainsi que des renseignements sur d'autres fonds ou d'autres recherches en cours.

Le CIRA publie deux fois par an un bulletin donnant la liste des dernières acquisitions, des comptes rendus d'ouvrages et des informations sur des recherches, des bibliothèques ou des rencontres.

Le CIRA est géré par des collaborateurs bénévoles. Ses ressources financières proviennent des cotisations (cartes de lecteurs) et sont complétées par des dons et la vente de doublets. Les livres, brochures, journaux et revues ont pour la plus grande part été offerts par les éditeurs et les auteurs, ou par des lecteurs.

Les fonds du CIRA

La bibliothèque possède des titres en 25 langues. Les fonds principaux sont toutefois en français, espagnol, italien, anglais et allemand.

Il s'agit de 12 000 livres et brochures écrits par des anarchistes, publiés par des anarchistes ou portant d'une manière ou d'une autre sur le mouvement ou les idées anarchistes.

Les périodiques actuels, au nombre de 200, sont tous envoyés gracieusement par les éditeurs en échange du *Bulletin du CIRA*. Les périodiques anciens (plus de 1 500) ont été donnés par des groupes ou des collectionneurs, ou reçus en héritage. Un certain nombre proviennent d'échanges avec d'autres bibliothèques.

Les documents regroupent thèses et travaux universitaires, photocopies d'articles ou de manuscrits, articles parus dans des périodiques non anarchistes, tracts.

L'iconographie est constituée de photos, de reproductions d'œuvres d'art et de dessins, d'affiches, de diapositives...

Les fonds d'archives ne sont pas encore catalogués ; leur accès est donc très limité.

Le CIRA possède enfin un certain nombre de cassettes audio et vidéo, de disques et de films qui sont en cours de catalogage.

Comment utiliser le CIRA ?

La bibliothèque a un catalogue général des livres et brochures par auteur, un catalogue partiel par matières et bibliographique, et un catalogue des périodiques. La collection du *Bulletin du CIRA* correspond au catalogue des livres et brochures par auteur. Sur demande, des listes de fonds par auteur ou sur certains sujets peuvent être fournies.

La plupart des ouvrages peuvent être empruntés sur place ou demandés et expédiés par la poste (les lecteurs sont priés de faire des paquets de retour solides, et des envois par recommandés). On peut emprunter 4 livres à la fois pour une durée d'un mois ; la prolongation est possible.

Les ouvrages anciens, rares ou en mauvais état, ainsi que les périodiques et les documents sont exclus du prêt ; il faut les consulter sur place ou demander des photocopies.

Chaque ouvrage a une cote, reproduite dans la liste publiées dans le bulletin, ainsi que sur les fiches du catalogue. Si vous nous demandez des ouvrages par la poste, nous gagnons du temps si vous nous indiquez la cote. Celle-ci est en trois parties :

— la catégorie d'ouvrage : A, B, C = livres (classés selon le format) ; Br. ou Broch. = brochure ; Doc = document. Les cotes X et Y servent aux ouvrages exclus du prêt,

— la langue (a = anglais, d = allemand, e = espagnol, f = français...),

— un numéro d'ordre.

Par exemple : ANSART, Pierre. *Naissance de l'anarchisme* - Bf 398.

BOESIGER, André et PRONO, Eugène. *La LAB* (Ligue d'action du bâtiment). - Broch. 7485 f.

CASSOU, Jean. *Espagne, terre de révolution*. - Doc 378 f.

(Malheureusement, il subsiste quelques cotes non conformes...)

Contacts et publications

Le CIRA est membre de la Fédération internationale des centres d'étude et de documentation libertaires (FICEDL), ainsi que de l'International Association of Labour History Institutions (IALHI). Il entretient des échanges réguliers avec plusieurs bibliothèques et centres de recherches dans le monde.

Il a contribué à l'organisation de colloques internationaux et a mis sur pied plusieurs expositions (Histoire et géographie de l'anarchisme ; L'Education libertaire ; Les Femmes dans le mouvement anarchiste). Il constitue des dossiers de recherche (notamment sur les femmes, sur le cinéma, sur l'anarchisme dans divers pays) mis à la disposition des personnes intéressées.

Les utilisateurs du CIRA sont vivement invités à contribuer à son enrichissement par le dépouillement de périodiques, par l'envoi de photocopies, en signalant des recherches ou des publications, ou de toute autre manière.

Les publications du CIRA

Nicolas Walter, *Pour l'anarchisme*, 1969 (épuisé) ; Michel Bakounine, *La Commune de Paris et la notion de l'Etat*, 1971 (épuisé) ; Carlos Da Fonseca, *Introduction à l'Histoire du mouvement anarchiste au Portugal*, 1973 ; *Société et contre-société chez les anarchistes et les anti-autoritaires*, 1974 (épuisé) ; Arthur Lehning, *Michel Bakounine et les historiens*, 1979 ; *Cinéma et anarchie*, 1984 (épuisé).

Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA)

NOTES DE LECTURE

Les « Poésies complètes » de G. Lely

Le premier volume des *Poésies complètes* de Gilbert Lely (1904-1984) vient de paraître, accompagné d'un appareil critique de Jean-Louis Gabin (1). Lely dont chacun connaît et reconnaît l'importance capitale de ses travaux sur Sade, est également, ce qui est moins su, l'un de ces poètes rares et discrets (tel Blanchard, Cabanel, Duprey, Luca) qui négligent renommée et honneurs, tout en portant au plus haut point la puissance du verbe. Ce premier tome, paradoxalement, ne reprend que les derniers poèmes de Lely, les plus achevés sans doute (nous ne connaissons pas encore ses textes de jeunesse, introuvables).

C'est entre la Chair (« *La différence corporelle de l'homme et de la femme, ce luxe fabuleux m'éblouit* ») et l'Instant (« *O visage à faire naître un grand amour pendant la dernière minute de Pompéi* ! ») que Lely trace son approche poétique de la vie. Le poème, sans cesse remanié, fixe le caractère éternel de ces éphémères vécus en leur intensité maximale, c'est-à-dire l'amour, l'amour physique, toujours merveilleux, jamais sordide. C'est en cela que la vie combat et fait reculer la mort : « *La poésie doit sauver de la mort les choses et les gens, surtout ceux que j'aime* ». Et à l'évidence la poésie a sauvé de la mort

ceux qu'il aime : Sade bien sûr (*Le Château-Lyre*) (2), Mata-Hari (« *Je ne veux pas qu'on tue cette femme* ») ou Toussaint-Louverture (« *qui organisa la révolte de ses frères noirs contre la tyrannie des lâches et stupides blancs* »). Et, à l'évidence, la poésie a sauvé de la mort, même, Gilbert Lely.

Jimmy Gladiator

(1) Gilbert Lely : *Poésies complètes*, tome I. Mercure de France. 229 pages. 150 francs.

(2) *Le Château-Lyre*, ce titre est actuellement emprunté par une revue de poésie d'excellente facture.

INTERVIEW

« Chacun compte pour un »

Les équipes de « Femmes libres » et de « Chronique syndicale » ont interviewé deux amis de Georgette Vacher, l'une militante du Collectif femmes de l'Union départementale CGT du Rhône, l'autre naguère militant CGT. Au delà de l'émotion provoquée par la lecture des écrits et des notes de cette militante cégétiste, rassemblés dans l'ouvrage *Chacun compte pour un, s'éveilla un impérieux désir de rencontrer ceux et celles qui courageusement avaient lutté avec elle*.

Et qui, aujourd'hui, veulent encore faire connaître son combat... leur combat. Parce qu'il reste à abattre « les princes et les notables ». Parce qu'il reste à imposer que « chacun compte pour un ».

Elisabeth : Nous avons voulu vous rencontrer, après la lecture de *Chacun compte pour un* de Georgette Vacher, pour parler de la genèse du livre, de l'itinéraire de Georgette et de votre action avec elle.

Christian : Ce livre est la transcription des notes de Georgette, une espèce de carnet de route, un journal de réflexion. Le texte est resté très proche du langage parlé et peut répondre au type de questions que certains se posent.

Elisabeth : Georgette était permanente à l'Union départementale-CGT du Rhône et s'est suicidée en octobre 1981, à la veille du congrès de l'UD, parce qu'on lui retirait ses responsabilités à l'UD-CGT.

Un élan direct sans cascade de hiérarchies

L'amie de Georgette : Je peux parler de ce qui s'est passé parce que j'étais au collectif féminin dont s'occupait Georgette. Elle avait une idée du travail collectif qui ne correspond pas du tout à l'idée traditionnelle du monde syndical, pour elle chacun compte pour un. Par exemple, il n'y avait pas de responsable en titre dans le collectif féminin ; nous venions toutes de secteurs différents et parmi les copines qui militaient, celles qui voulaient assister à une réunion mensuelle ou à une réunion sur un sujet quelconque venaient. Nous nous retrouvions souvent une quarantaine de personnes et cela gênait beaucoup. Les femmes accomplissaient un travail collectif très important et se retrouvaient pour discuter des difficultés qu'elles rencontraient dans le monde du travail et dans le fonctionnement de la structure syndicale. Il suffisait qu'il y ait un accroce dans une boîte et on y était toutes. On a passé des journées au palais de justice pour soutenir des copines. Il y avait un élan direct sans cascade de hiérarchies. Et c'est cela qui dérangeait le plus. C'était un Etat dans l'Etat. Je schématise, mais c'est surtout cela.

Les femmes se retrouvaient réellement face aux problèmes des unes et des autres. Nous organisons les 8 mars ensemble (la journée internationale des femmes), basé sur un travail collectif sans chercher à donner de responsabilité à quiconque. Dans le livre, on explique que le *clash* a été une histoire de 8 mars célébré le 6, il fallait bien trouver quelque chose pour déstabiliser cette commission et qu'elle éclate.

Déjà auparavant, on a voulu nous faire éclater en nous décentralisant au niveau des arrondissements, dans les unions locales, puisque nous travaillions au niveau départemental. Et les unions locales qui essayaient de se mettre en place devaient avoir une commission femmes dans les structures, c'était le grand truc. Or, si on éclatait dans les unions locales, on ne pouvait plus retrouver notre cohésion et nous savions que notre force résidait dans le fait d'être ensemble. Personnellement j'ai refusé d'aller dans les unions locales parce que j'avais un travail important à faire avec Georgette ; non seulement j'apportait quelque chose au collectif, mais le collectif me permettait aussi de récupérer des forces pour bosser dans ma boîte. C'était des vases communicants et je ne sentais pas la même chose au niveau de l'union locale où nous aurions été divisées. Je n'étais d'ailleurs pas la seule à penser ainsi. Ce refus a été l'autre point reproché à Georgette avec cette histoire de 6 mars. Au niveau départemental, les responsables sentaient qu'il y avait une fuite quelque part de leur pouvoir et de leurs prérogatives, et que les femmes se prenaient en main petit à petit. Dans les boîtes, elles prenaient confiance car elles ne se sentaient pas isolées. J'ai découvert un esprit collectif que je n'ai pas retrouvé dans le monde syndical, c'est très difficile à expliquer. Je crois que cela passait surtout par le fait que chacune était une identité complète, totale. Jamais, dans cette commission il n'a été question de disparaître derrière le syndicat et, pour moi, c'est l'essentiel. Les femmes discutaient de l'égalité dans le travail, les copines devaient se battre à l'intérieur de leur syndicat contre la branche hommes du syndicat, qui était contre l'égalité dans le travail et l'égalité des salaires. Certaines ont démontré qu'elles faisaient un travail aussi pénible, sinon plus pénible que les hommes, en totalisant les poids qu'elles soulevaient au cours de la journée. Tout cela dérangeait, y compris dans la structure syndicale. Toute l'année qui a précédé le congrès, il y eu plusieurs discussions de ce type et le bureau départemental a mis Georgette au pied du mur en la prenant soignant en faute — erreur de date sur le 6 mars et soutien à des boîtes que le département envisageait différemment alors que nous, en tant que femmes, nous l'estimions important, discussion sur l'égalité des femmes. Tout est expliqué dans le livre.

Elisabeth : Je trouve que dans le livre, Georgette ne dit pas tout. Elle ne donne pas de détails et ne se plaint pas de toutes les mesquineries qu'on a pu lui faire vivre pendant ces années là. Elle y fait allusion, on sent qu'elle a subi des choses très dures, mais elle ne raconte que ce qui est très parlant au niveau de l'avenir et des bagarres. Cependant, j'ai perçu qu'elle a vécu des choses épouvantables, à la limite inhumaines.

Christian : Qu'est-ce qui est inhumain ? Objectivement ce sont des trucs à la con. Des réflexions incessantes, style « mal baisée », c'est parfaitement inadmissible, mais si tu es entourée de ceux qui travaillent avec toi, tu les supportes. Quand tu te retrouves isolée, tu ne les supportes plus. Si le but de l'organisation est de faire travailler tous les gens ensemble, de telles réflexions sont inadmissibles et incompréhensibles. Si le but de l'organisation syndicale est de promouvoir quelques personnes, c'est toujours inadmissible mais cela devient plus clair. Tout ce qui s'est passé dans la CGT, et ce boulot de casse n'est pas seulement survenu à la CGT, où on a vu des personnes se faire descendre l'un après l'autre puisqu'il était impossible de les avoir tous en bloc, n'a pu se faire que parce que les individus vivaient le collectif sans en être totalement conscient.

(suite au prochain n°)

RENDEZ-VOUS

ANNECY
Il existe une liaison FA sur Annecy (Haute-Savoie), on peut la contacter en s'adressant aux Relations Intérieures qui transmettront.

BORDEAUX
Le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste tient ses permanences chaque samedi de 15 h à 17 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

FRESNES-ANTONY
Le groupe de Fresnes-Antony tient ses permanences chaque samedi matin, entre 10 h 30 et midi, au 34, avenue Jean-Moulin (ex-route de Fresnes), à Antony.

LILLE
Le Centre culturel Benoit-Broutchoux, situé 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), à Lille, reprend ses activités. Sa bibliothèque est ouverte le jeudi en soirée et le samedi en après-midi.
Pour tout renseignement téléphonez au 20.47.62.65.

LYON
Le samedi 29 septembre, en après-midi, sera inaugurée la librairie anarchiste La Plume noire, située au 13, rue Pierre-Blanc (La Croix-Rousse), 69001 Lyon.

NANCY
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, à partir de 10 h, sur le marché de Vandœuvre. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

NIMES
La liaison FA du Gard invite les personnes intéressées par ses activités à la contacter le samedi 29 septembre, à partir de 15 h, place de l'Horloge, à Nîmes.
Une campagne de signatures de pétition s'y tiendra, dans le cadre de l'« Appel aux pacifistes » lancé par la FA, à l'occasion du conflit du Golfe.

PAU
Une liaison existe à Pau (Pyrénées-Atlantiques). On peut prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARIS
Le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, à l'entrée du marché de la place des Fêtes (19^e arrondissement) entre 10 heures et midi.

PARIS
Le groupe, nouvellement constitué, du 19^e-Nord vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, entre 10 h 30 et 11 h 30, sur le marché de la rue de Joinville (19^e arrondissement).

TOULON
Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires tiendront un stand, les 13 et 14 octobre, au Forum des associations, chapiteau des Licés, à Toulon. Entrée libre.

LA GARDE
Le groupe Région toulonnaise et le CECL seront également présents les 13 et 14 octobre au Salon du livre, salle Gérard-Philippe, de La Garde (Var). Entrée libre.

AFFAIRE DOUCE

Le pasteur et les « ripoux »

Trafic d'armes entre le Liban et la France, disparition suspecte d'un pasteur... décidément les forces de l'« ordre » du gouvernement Rocard sont bien turbulentes. Entre les politiciens coquins et des flics « ripoux », la marge de manœuvre des honnêtes citoyens est bien mince.

Le pasteur Doucé militait pour le droit des homosexuels au mariage religieux. Contre la discrimination professée par toutes les églises vis-à-vis des homosexuels. Sa vocation de « pasteur des minorités sexuelles » l'avait amené à accueillir, et parfois à défendre, les milieux pédophiles.

Le pasteur Doucé a disparu, enlevé par des flics des renseignements généraux. Personne ne songe à en faire un scandale. Crime de la police ou crime d'Etat ? Les journaux couvrent l'affaire comme un simple fait divers, dont les rebondissements donnent matière à un gentil feuilleton.

Le lecteur apprend presque par inadvertance l'existence du GER, Groupe des enquêtes réservées. L'enquête placide de différents journaux le présente comme un groupe de tueurs patentés, spécialisés dans la terreur politique. L'inspecteur Dufourg y jouit semble-t-il d'une excellente réputation : ancien parachutiste, connu pour ses sympathies d'extrême droite, il n'est jamais mouillé que dans une affaire de « disparitions » d'indics d'Action Directe, ainsi que quelques tabasages de militants de l'ETA. Aux dires du *Journal du Dimanche*, il aurait simplement été ravi, à l'occasion de sa mission, d'aller « casser du pédé ».

Premier acte de la brillante enquête : le 18 juin, début de la routine : trois flics d'élite vont faire chanter un militant communiste, arrêté voici deux ans pour avoir loué un appartement pour le compte de militants basques. Menaces, chantage, pres-

sions pour qu'il infiltre la librairie du pasteur, Autres cultures. Le lendemain 19 juillet, coup de force au domicile du pasteur : trois flics bourrés tambourinent en pleine nuit à la porte de son domicile. Ce dernier prévient la police « ordinaire », laquelle embarque ses confrères et le relâche aussitôt.

Le brillant trio revient à ses petites affaires. Le militant communiste « contacté » le 18 juin, bien que terrifié, refuse de jouer les balances. Qu'à cela ne tienne ! Nouveau raid nocturne, hurlements, coups de feu dans la serrure. Le jeune homme panique au point de se taillader les veines. Les flics, qui ont réveillé tout l'immeuble, repartent. Et passent aux choses sérieuses. Le 19 juillet, Dufourg et ses acolytes retournent au domicile du pasteur. Sans doute ont-ils décidé d'user d'autres méthodes : le pasteur Doucé n'a pas été revu depuis.

Pourri ou faisandé ?

Deux hypothèses s'affrontent mollement pour expliquer cette disparition. La première présume que le pasteur a simplement été assassiné par les flics qui l'avaient enlevé. Comment ? Pourquoi ? Quelle importance ? La seconde, largement relayée par l'extrême droite et par Vergès, défenseur de Dufourg, est plus séduisante encore, du point de vue de l'honneur de la nation : le pasteur Doucé aurait été assassiné parce que ses connaissances du milieu pédophile auraient menacé un membre du gouvernement... On respire.

Eclatant dans une dictature recon nue, une affaire de ce type aurait sans doute provoqué des réactions indignées. Au pays des droits de l'homme, elle rejoint tranquillement les autres feuilletons de « ripoux ». Il arrive, eh oui, qu'un flic déjà impliqué dans l'enlèvement et les tortures d'une jeune gauchiste allemande, assassine un homme menotté de cinq balles dans le dos — il est relâché dans la semaine ; il arrive aussi que des CRS organisent des trafics d'armes — plus compromettants, ils restent en prison quelques mois, le temps de leur bricoler une porte de sortie honorable ; il arrive, enfin, qu'un pasteur homosexuel « disparaisse », sans avoir commis aucun autre délit que celui de choquer des barbouzes hystériques, ou d'inquiéter un dignitaire du régime. On parle alors de méthodes « surprenantes », et un ministre attend quelques semaines pour promettre une improbable vérité...

Arrive-t-il souvent que les flics terrorisent, enlèvent, assassinent ? Apparemment, oui. Et sans que leurs actes ne créent d'émotion particulière dans les médias pourtant si prompts à se glorifier du titre de « contre-pouvoir ». Les flics se croient tout permis ? A l'évidence, ils ont raison : ils n'ont vraiment rien à craindre de la démocratie.

Pascal Choisy

SOMMAIRE

- PAGE 1 : La révolte paysanne, Le militarisme irakien, Editorial.
- PAGE 2 : La Révolution et nous, Interview de Gaetano Manfredonia au sujet de l'ouvrage *Les Anarchistes et la Révolution française*.
- PAGE 3 : Le militarisme irakien (suite), Billet d'humeur, Manifestation parisienne pour la paix.
- PAGE 4 : La CPAM de l'Essonne en grève, L'hôpital en fièvre, En bref.
- PAGE 5 : La révolte paysanne (suite), Déclaration de la Confédération paysanne, Logement : Paris... « galère » !
- PAGE 6 : Crise du Golfe, Irlande, Dernières nouvelles d'URSS, Entente Paris — Pékin, Congrès de la FAI.
- PAGE 7 : Le CIRA, Notes de lecture, Interview des amis de Georgette Vacher.
- PAGE 8 : L'affaire Doucé, Nom de Dieu I, Sélection Radio-Libertaire, Infos FA.

Sélection Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 28 septembre
« Emission spéciale à propos de l'ouvrage *Les Anarchistes et la Révolution française* » (21 h - 22 h 30) : interview de Gaetano Manfredonia.

Samedi 29 septembre
— « Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité sociale de la semaine.
— « Emission spéciale sur Proudhon » (19 h 30 - 21 h) : premier volet d'une série « quinzomadaire » de six émissions.
Ces émissions seront diffusées en alternance avec l'émission « Y' en a pas un sur cent ».

Mardi 2 octobre
— « Cannelle et cerises » (9 h - 10 h) : interview de l'écrivain Michel L'Orly au sujet de son livre *L'Expulsion*.
— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : Skip James, la voix haute du country blues.

Pour nous contacter, Tél. : (1) .42.62.90.51

ANTICLERICALISME

Nom de Dieu !

Mauvaise foi évidente...

Le président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre, qui représente 800 000 familles), Alain Cérisola, estime que l'enseignement catholique « ne veut pas tenir, au sein du système éducatif français, le rôle de figurant dans lequel on semble vouloir l'enfermer, mais réclame sa juste place ». Pour ce croisé de l'enseignement, il faudrait construire une centaine de nouveaux lycées catholiques d'ici l'an 2 000... Or, il se trouve qu'un arrêté du Conseil d'Etat a récemment limité la participation financière des collectivités, et il n'en faut pas plus à M. Cérisola pour qu'il demande à ce que le gouvernement cesse de se réfugier « derrière une loi qui remonte à 1850 ». Quelle « mauvaise foi » envers un gouvernement qui n'a pourtant pas hésité à contourner cette même loi afin de financer une cathédrale à Evry...

Les scores de l'Evangile...

Un sondage à grande échelle (plus de 28 000 réponses), effectué par CSA pour le compte de l'UNAPEL, fait apparaître que seulement 30% des enfants, contre 67% des parents, estiment que la spiritualité religieuse est un facteur de réussite dans la vie, dans le contexte de la construction européenne. La culture religieuse, la catéchèse et l'esprit de l'Evangile n'obtiendraient, pour leur part, « que des scores particulièrement modestes... » (?) (*Le Figaro* du 28 mai 1990). Peut-être peut-on espérer être tranquille au cinéma dans les années à venir...

Jospin, le sabre et le goupillon...

La réorganisation de la semaine scolaire dans le primaire qui devait être opérée à cette rentrée ne se fera pas comme prévue... Lionel Jospin avait annoncé, le 31 mai 1990, qu'il fallait laisser la possibilité de répartir différemment et localement un enseignement qui devait « absolument s'accompagner de garanties nationales notamment pour la catéchèse ». Après les intérêts du sabre, c'est ceux du goupillon que M. Jospin entend servir... et ceux des gosses ?

OLT

PARUTIONS

TEE-SHIRT
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille a édité un tee-shirt reproduisant le dessin de Reiser « Vive l'anarchie... Mieux que ça ! ». Son prix est de 50 francs. Ce tee-shirt est à commander à Jean-Pierre Louÿ : 9, cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille.

PRESSE
Le n° 71 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à l'association « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller à l'ordre de l'association).